

Pour une Organisation Proletarienne Revolutionnaire

MARXISME ET THEORIE REVOLUTIONNAIRE

DEUXIEME PARTIE : SUR UNE IDEOLOGIE "NOUVELLE" (*)

La théorie présentée par la Tendence sera caractérisée comme une idéologie au sens strict du mot, c'est-à-dire comme un ensemble de représentations exprimant certains aspects de la réalité en maquillant d'autres et débouchant sur une pratique non-révolutionnaire. Mais avant de passer à l'analyse qui justifiera cette appréciation en même temps que notre opposition à la Tendence, une remarque doit être faite :

En rompant avec le marxisme, la nouvelle idéologie, si elle était cohérente, devrait rompre avec le thème central du marxisme, à savoir que la seule critique virtuellement radicale et par conséquent virtuellement révolutionnaire que la société capitaliste fait d'elle-même s'effectue dans et par la lutte des classes ; elle devrait chercher cette critique ailleurs. Or cette rupture n'est pas actuellement consommée. Certains textes indiquent un déplacement complet de l'axe théorique à partir de la lutte de classes en direction de la "lutte pour le socialisme" (RS 8, 9-10) ou en direction de la lutte "intérieure" entre la volonté de transformer la société et l'échec de cette volonté "à se constituer et à se définir" (Emp, 17). Mais ces indications ou bien ne sont pas nettement assumées par la Tendence ou bien, quand elles le sont, comme c'est le cas, par définition, de certains points de la Plate-forme (PF, 19; 21 in fine, 23 in fine, 43), elles voisinent avec des formulations qui continuent à placer la lutte des exploités au centre de la dialectique historique (PF 22) par exemple. Cette incertitude ou cette confusion qui pourrait désamorcer la critique ne peut cependant pas masquer l'essentiel; le seul apport nouveau de la Tendence depuis sa constitution, si l'on compare l'idéologie qui prend forme dans ses textes avec l'élaboration théorique présentée par Cardan dans SB 31-33, consiste dans l'élimination ou la mise en marge des notions (et des réalités correspondantes) qui donnent à la lutte des classes son importance et sa substance. Le conflit entre l'absurdité de l'existence dans la société capitaliste et la volonté de lui donner un sens est présenté (PF 21 in fine, 23 au bas de la P. 13, 23 in fine) comme "tout aussi important" que le conflit autour de la production. La "nouveau" de l'orientation que préconise la Tendence repose tout entière sur ce déplacement de la ligne théorique; on est donc légitimé à circonscrire la critique au contenu de ce déplacement et à envisager ce dernier comme l'embryon de la "nouvelle" idéologie.

Le contenu fondamental de celle-ci, c'est le déplacement de la réalité elle-même. D'un côté le capitalisme est déréalisé en tant que système spatio-temporel, la classe dirigeante est presque complètement supprimée comme groupe social mû par des intérêts propres, l'exploitation n'est plus la principale fin du système en vue de laquelle toute les formes de la domination sont organisées. De l'autre côté, la vie quotidienne, l'existence, est présentée comme la vraie réalité, la contradiction réelle du capitalisme est celle qui habite toutes les activités, le travail comme les autres, et la tâche essentielle de l'organisation "révolutionnaire" est d'aider les gens à guérir la névrose qui les retient de s'attaquer au système.

(*) Les références sont données de la manière suivante: SB 31, 80 = art. de Cardan dans le n° 31 de la revue, Page 80; Emp. 18 = projet d'art. de Chatel sur Les Employés, page 18; Act ext 11 = texte sur l'Orientation des Activités extérieures du groupe, point 11; PF 20 = Plate-forme générale, point 20; etc.

I.- DEREALISATION DU CAPITALISME

1.- Confusion de la réification avec l'aliénation en général

Le fait capitaliste fondamental, le noyau du "rapport social capitaliste" est le suivant: "le système capitalisme ne peut vivre qu'en essayant continuellement de réduire les salariés en purs exécutants - et il ne peut fonctionner que dans la mesure où cette réduction ne se réalise pas; le capitalisme est obligé de solliciter constamment la participation des salariés au processus de production, participation qu'il tend par ailleurs lui-même à rendre impossible" (SB 32, 85). Cette contradiction, "on la retrouve sous des formes plus ou moins transposées dans toutes les sphères de l'activité sociale" (PF 20). Une telle organisation "est contradictoire au sens rigoureux où un individu névrosé l'est" (SB 32, 85).

Les témoignages de travailleurs, notamment ceux que nous avons publiés, montrent en effet que dans la production le salarié est à la fois traité comme une chose (res, d'où réification) et sollicité comme une capacité d'initiative, celle-ci étant indispensable pour compenser les effets de blocage provoqués par la réification. Cette contradiction prouve que les travailleurs ne sont pas des choses, ou qu'une chose ne peut pas travailler; dans la mesure où le salariat en tant que rapport de production capitaliste consiste à s'emparer du travailleur comme d'une chose (travailleur = force de travail) et cela non seulement comme consommateur mais déjà dans la production, cette contradiction est la contradiction entre le salariat et le travail. Mais pourquoi le capitalisme cherche-t-il depuis des siècles, par toutes sortes de moyens, à "réifier" le travailleur? Pour pouvoir mieux déterminer et contrôler son activité pendant le temps de travail, en vue d'élever la productivité, cad le taux d'exploitation, qui est le rapport de la valeur produite et de la valeur contenue dans le salaire.

La réification est donc le complément nécessaire de l'exploitation du travail salarié. Dans le capitalisme, seules sont réifiées des activités exploitées. Mais la domination du capitalisme sur des activités qui lui avaient échappé jusqu'alors ne signifie pas nécessairement leur exploitation.

Or la bureaucratisation signifie d'une part que les secteurs d'activité qui avaient échappé à la rationalisation capitaliste, comme ceux qui concernent les services par exemple, lui sont soumis en même temps que leur importance s'accroît. De cette manière la réification se généralise effectivement puisque l'exploitation qui la motive s'étend et s'aggrave. Mais en cherchant d'autre part à dominer les activités non-productives, comme la consommation, la culture, le loisir, le capitalisme moderne n'introduit nullement en elles cette réification. De telles activités ne sont pas créatrices de valeurs, elles ne sont pas exploitées. Le capitalisme a besoin de les contrôler comme moments de la circulation du capital, cad de la transformation de la marchandise en argent; il les subordonne plus complètement qu'auparavant à la production. Mais il n'a pas besoin de les décomposer en opérations élémentaires, de les chronométrer, de les soumettre à des rythmes automatiques, de les faire surveiller, contrôler et sanctionner, cad de réifier l'activité et son agent comme c'est le cas dans la production. L'activité non-productive est seulement aliénée (de plusieurs manières qu'il n'importe pas d'examiner ici), et pour autant qu'elle a besoin de produits ou de services à acheter, la classe dirigeante exerce l'essentiel de sa domination sur elle par le contrôle du pouvoir d'achat des salariés. La contradiction "fondamentale" ne surgit que là où il y a décomposition systématique de l'activité et de son sens (réification); cette décomposition n'est elle-même motivée que parce que les dirigeants cherchent à élever le taux d'exploitation. Socialement parlant, l'entreprise est l'organisation de l'exploitation, c'est pourquoi elle contient la contradiction "fondamentale"; mais la société capitaliste est l'organisation de la circulation du capital, sa logique ne se réduit pas à celle des rapports dans l'entreprise. Sa logique complète est celle-ci: toute activité qui n'est pas simple consommation tend à être transformée en travail, cad exploitée; toute activité qui n'est pas travail tend à être dégradée en consommation. Le capitalisme écartèle l'expérience sociale entre ces deux pôles. La relation entre ces pôles est simple: la vie non-productive est destinée à faire supporter "subjectivement" le travail; le travail crée objectivement les moyens de la vie non-productive.

La contradiction "fondamentale" est l'expérience spécifique du salarié : l'exécution des tâches requiert sa participation, l'exploitation de la force de travail implique la réification du travailleur. Au pôle non-productif il n'y a pas de contradiction dans ce sens précis, parce qu'il n'y a aucune opportunité pour les classes dirigeantes de réifier ce genre d'activités: leur aliénation suffit. Il est faux de penser que la contradiction "se retrouve sous des formes plus ou moins transposées dans toutes les sphères de l'activité sociale, qu'il s'agisse de la vie politique, de la vie sexuelle et familiale (...) ou de la vie culturelle" (PF 20). Il est faux d'assimiler "la manipulation bureaucratique des gens dans le travail, dans la consommation, dans le reste de la vie" (PF 18). Ces affirmations impliquent que l'on perde de vue le caractère spécifique de la réification dans le travail, dont le motif est l'exploitation du travailleur. En mettant la contradiction "fondamentale" partout, on la prive de son contenu déterminé, cad de sa vérité, qui est l'expérience concrète du travailleur, et on confond la réification avec l'aliénation en général, de même qu'on sera amené à confondre la nécessité pour le travailleur de participer quand même à l'effectuation des tâches (nécessité qui résulte immédiatement de la contrainte qu'il subit sous quantité de formes, à commencer par le salaire) avec un désir général et diffus de socialisation, de construction de rapports humains dans les activités non-productives. Entre les articles de SB 22 et 23 et la Plate-forme, il y a continuité dans le vocabulaire, mais l'accent a été peu à peu déplacé, les mêmes mots ne veulent plus dire la même chose. Dans SB 22-23 la contradiction était dite fondamentale parce que le travail était lui-même pris comme le rapport fondamental: c'est sur lui que s'effectue l'opération fondamentale du capitalisme, l'extraction de la plus-value, la possibilité de l'expansion. Mais déjà dans SB 31-33 le sens du terme "fondamental" était complètement altéré: il signifiait que le "projet" fondamental du capitalisme est en général la réification des hommes en général dans toute leurs activités, cad en fait leur aliénation. Or ce projet n'est pas fondamental; l'aliénation en tant que domination des hommes par leurs oeuvres (produits et "institutions") est la forme mystifiée que prend le rapport de l'homme à lui-même et aux choses, mais si ce rapport a besoin d'être mystifié c'est parce que l'aliénation est le complément nécessaire de l'exploitation et pas seulement une mauvaise habitude ou une pernicieuse structure de la personnalité (qui viendrait d'où?). Il est bien évident que l'aliénation et l'exploitation ne peuvent être séparées; mais il ne faut pas tout mélanger pour autant: le travail est aliéné d'une façon spécifique, réifié, parce qu'il est lui-même exploité, l'activité non-productive est aliénée parce que le travail et non elle-même, est exploité; c'est pourquoi cette aliénation n'a rien à voir avec une réification.

2.- Dissolution de l'exploitation et du problème économique

Cette "dérive" sur le plan théorique entraîne un premier effet, qui est la dissolution de l'exploitation dans la "nouvelle" idéologie. "Le rapport d'exploitation dans la société contemporaine prend de plus en plus la forme du rapport hiérarchique" (PF 37). Or l'exploitation est et reste le rapport entre la valeur produite et la valeur consommée par le travailleur. Elle est éprouvée par celui-ci sous la forme d'une confrontation entre sa productivité, cad son usure, sur le lieu de travail et son budget familial. Affirmer que le "rapport" (?) d'exploitation prend la forme du rapport hiérarchique prouve simplement qu'on ne prête pas attention à ce va et vient continu entre ce qui se passe à l'atelier ou au bureau et ce qui se passe chez soi, va et vient qui est pourtant la totalité de la vie quotidienne du travailleur en même temps qu'il exprime la structure même de l'exploitation: car cette structure consiste à placer le "sens" du travail en dehors du travail, dans le salaire, cad dans la vie non-productive, et à subordonner celle-ci à la productivité dans le travail. Le rapport hiérarchique n'est pas un "rapport" (?) d'exploitation, c'est un rapport de contrainte (dans lequel aujourd'hui la compétence technique peut être confondue avec l'autorité sociale). On observe la même dissolution de l'exploitation dans la formule suivante, qui annonce la "nouvelle orientation" en matière de revendications: "pour autant que le problème "économique" étroit voit son importance diminuer, l'intérêt et les préoccupations des travailleurs pourront se tourner vers les problèmes véritables de la vie sous la société moderne" (PF 23). Le "problème "économique" étroit" est celui du niveau de vie, cad du salaire. La phrase signifie que le problème du salaire n'est pas un problème véritable dans la société moderne. Dans le même sens: "Les revendications économiques (n'ont plus) l'importance centrale qu'on leur accordait autrefois" (PF 35).

Qu'est-ce que tout cela veut dire? Que les travailleurs d'aujourd'hui ne souffrent plus de la faim? Qu'ils souffrent des conditions de leur travail (voir PF 36)? Mais y a-t-il jamais eu un prolétariat industriel qui se révoltât pour le pain seulement? La lutte contre les conditions de travail est contemporaine de la lutte pour les salaires, elles vont de pair, elles apparaissent en même temps que le prolétariat; elles dureront autant que lui, cad que le capitalisme. Rien n'indique que dans la période actuelle, les travailleurs se désintéressent des salaires ou s'en désintéresseront; les revendications pour l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail restent étroitement combinées avec celles qui concernent les conditions de travail, parce que les luttes ne cessent pas de viser l'exploitation, qui n'est pas seulement la réification dans l'atelier ou le bureau, mais le rapport entre la productivité et le niveau de vie. Est-ce parce que les travailleurs conservent une représentation traditionnelle et périmée de leur propre condition qu'ils ne se désintéressent pas comme il conviendrait du "problème économique étroit"? Mais d'abord la notion d'une "misère économique" (PF 36) n'a aucun sens dans le capitalisme: car ou bien toute misère est économique puisqu'il est essentiel au système de subordonner à l'argent la satisfaction et l'élévation de tous les besoins; ou bien aucune ne l'est simplement, parce que ce n'est jamais seulement le ventre ou la santé qui souffre, mais le cerveau, le sexe, tous les sens aussi bien. Faut-il comprendre que l'élévation du niveau de vie des salariés devrait les soulager du souci de satisfaire les besoins élémentaires, comme le vivre et le couvert, et les inciter à se tourner vers des besoins supérieurs? Mais même si dans le budget des travailleurs la part consacrée à l'achat de biens de consommation courante diminue, cela ne signifie pas que ce budget soit plus facile à équilibrer; les besoins nouveaux qui portent sur les biens de consommation durable et les services ne sont pas plus compressibles que les besoins élémentaires, c'est le propre d'un besoin que d'exiger satisfaction; on ne s'endette plus chez le boucher mais on use du crédit à la consommation ou à la construction.

L'aliénation dans la vie non-productive a changé de contenu (et ce changement de contenu est très important parce qu'il exprime d'un côté un élargissement de l'horizon social, même si de l'autre cet élargissement reste qualitativement aliénant, par définition), mais elle n'a pas disparu et ne peut pas disparaître parce qu'elle est et reste l'opium dont le travailleur a besoin pour oublier sa réification dans le travail. Bien plus: dans la mesure où cette dernière s'est aggravée avec la "rationalisation" de la production, l'exigence d'une compensation s'est faite plus pressante. Il est tout à fait vain d'espérer que la "consommation" finira par être saturée et qu'alors le problème du sens de la vie se posera en clair pour les salariés; encore une fois la vie non-productive ne contient en elle-même nulle contradiction au sens strict et fort du mot. C'est seulement son rapport avec la vie productive (le travail) qui est contradictoire, et qui le devient davantage à mesure que l'élévation des besoins et de leur satisfaction, tout aliénés qu'ils soient, rend plus sensible et intolérable la réification dans le travail. C'est l'écartèlement des deux termes de l'exploitation tels qu'ils sont vécus en fait, forçat à la fois consentant et révolté dans le travail, homme aux désirs plus larges, mais non moins mutilés dans la vie non-productive, qui empêche le travailleur de négliger le "problème économique" et de ne plus ressentir l'exploitation.

Mais les revendications économiques (augmentation de salaires, réduction du temps de travail) peuvent, dit-on, être satisfaites par le système "sans difficulté majeure" (PF 35); "le capitalisme ne peut vivre qu'en accordant des augmentations de salaire" (ibid). Par conséquent les luttes axées sur un programme de ce type ont une signification strictement réformiste, et pour autant que le réformisme est lui-même intégré au fonctionnement du capitalisme moderne, une signification simplement "institutionnelle". En luttant pour les salaires et la réduction du temps de travail, les salariés ne font, dit la Tendance, qu'offrir au capitalisme l'occasion de stabiliser sa domination. Ils s'identifient complètement aux syndicats, lesquels sont "intégrés dans la société d'exploitation" (PF 31). Par rapport à cette situation, la Tendance propose deux appréciations contraires: l'une affirme que l'on a assisté, on assiste et on assistera à la naissance, la renaissance ou la reprise de formes nouvelles (de lutte) (...) Les grèves sauvages en Angleterre et aux Etats-Unis, les revendications concernant les conditions de travail au sens le plus général et celles dirigées contre la hiérarchie, que des catégories de travailleurs mettent en avant presque toujours contre les syndicats dans plusieurs pays, doivent être les points certains et

positifs de départ dans notre effort de reconstruction d'un mouvement révolutionnaire (FF 29) ; l'autre soutient que "les grèves sauvages qui se produisirent à l'échelle nationale (aux Etats Unis) en 1955 ne marquaient pas le début d'une nouvelle période d'extension des grèves sauvages, mais la fin d'une période de victoires" (RSI5) et que plus généralement "les grèves sauvages à longueur d'année" n'ont eu (chez Chrysler par exemple) "d'autre résultat qu'une tyrannie toujours accrue de la direction" (RS I4). Que croire ? Le rapport de Ria Stone contient en fait la réfutation, juste même si les implications qu'elle en tire ne le sont pas, de l'idée que les travailleurs vont poser d'une façon de plus en plus exclusive le problème de leurs conditions de travail et par conséquent celui de l'essence du capitalisme en tant que projet contradictoire de réification. Ria Stone montre (RS I6) que les travailleurs "sont parfaitement conscients" que "les relations immédiates de travail (...) sont liées à tous les autres aspects de la production, au produit final, aux conditions nationales et internationales, aux buts de la production et à ceux auxquels les produits sont destinés". Elle demande que la théorie révolutionnaire "quitte l'usine (ou le volume I du Capital, le royaume de l'essence) et affronte le problème de la distribution ou celui des besoins sociaux"(ibid.)

C'est en effet parce que le point de vue de la théorie s'est enfermé dans le cadre de l'atelier et dans l'assimilation du capitalisme avec les "relations immédiates de travail" que l'idée complètement artificielle d'un développement des luttes sauvages axées contre les conditions de travail a pu être élaborée. Mais montrer que le travailleur n'est pas seulement l'homme réifié dans la production, mais aussi le consommateur aliéné et frustré, montrer que le capitalisme n'est pas seulement la hiérarchie dans l'atelier, mais aussi la compétition inter-trusts ou inter-Etats et finalement la structure complète de l'économie capitaliste et bureaucratique mondiale, c'est cesser de réduire la réalité à l'expérience de l'OS sur le lieu de son travail, c'est admettre que le problème du produit et de sa répartition n'est pas un problème négligeable, mais un problème qui ne cesse de se poser en même temps que celui du travail (aussi bien pour le travailleur que pour la classe dirigeante), c'est remettre la réification à sa place qui est dans le travail, et nulle part ailleurs, et la situer comme un aspect d'une situation fondamentale du salarié, qui est l'exploitation.

Les revendications économiques ne seront jamais "dépassées" parce qu'elles sont une face de la résistance à l'exploitation (l'autre étant la lutte contre les conditions de travail) et qu'il n'existe pas de capitalisme dans lequel la résistance à l'exploitation est devenue inutile. Que de telles revendications puissent être satisfaites n'est pas nouveau ; ce qui l'est, c'est seulement que ce réformisme tend à devenir la politique sociale d'une partie de la classe dirigeante. Mais la politique sociale de la classe dirigeante n'est pas toute sa politique, et il est constant que la satisfaction des revendications économiques se heurte aux intérêts de telle ou telle fraction de cette classe. Il faut enfin ajouter que si la lutte contre les conditions de travail revêt à juste titre du point de vue de la théorie révolutionnaire une signification tout autre que les revendications économiques en ce qu'elle vise directement la réification, elle a dans le fonctionnement du système et elle a eu dans son développement historique à peu près le même effet que les revendications économiques : elle a contraint la classe dirigeante à modifier continuellement la "rationalisation" de la production, cad les procédés de réification du travailleur, elle a donc été elle aussi, bien que ce soit d'une autre manière, moins officielle, incorporée à son fonctionnement et à son continuel effort de stabilisation.

La conclusion s'impose d'elle-même : c'est que d'un côté la lutte contre l'exploitation n'est pas par elle-même révolutionnaire parce qu'elle n'est qu'une lutte contre l'exploitation, et non contre le système dans son ensemble ; et de l'autre

que cette lutte, qui est aussi bien résistance à la rationalisation de la production que pression pour élever le niveau de vie, constitue à son niveau une unité indissociable, laquelle correspond à l'expérience sociale complète du salarié. En dissociant cette expérience de l'exploitation, en isolant la réification, puis en la confondant avec l'aliénation, en "négligeant" le problème économique, la Tendance néglige simplement la réalité. La réalité est toute différente : en liant plus étroitement qu'autrefois la productivité et la rémunération, le capitalisme moderne à tendance bureaucratique démasque aux yeux des travailleurs l'unité organique de la production et de la répartition du produit ; sa politique des salaires apparaît comme un élément de sa politique générale ; attaquer celle-là, c'est s'attaquer à celle-ci. Le capitalisme trace ainsi aux exploités le chemin vers une compréhension unitaire du système ; il les contraint à présenter des revendications qui portent à la fois sur les différents aspects de l'exploitation : productivité, temps de travail, durée du travail, niveau de vie, hiérarchie, cad à poser indirectement le problème de la décision économique.

III- DEREALISATION DE LA SITUATION HISTORIQUE DES CLASSES DIRIGEANTES.

En effectuant cette sorte de perfusion de la contradiction "fondamentale" à travers toutes les activités sociales, la Tendance est conduite à déréaliser la classe dirigeante.

Partant du principe que le seul problème réellement essentiel pour celle-ci, c'est que "la production soit pleine d'hommes" (SB 33, 62), la Tendance croit aller au fond des choses en considérant comme négligeables les antagonismes et les difficultés qui surgissent au sein des classes dirigeantes. Les conflits entre monopoles, entre Etats et monopoles, entre Etats, les difficultés nées de la rigidité des structures impérialistes dans la période actuelle, le poids que fait peser sur le capitalisme occidental la compétition avec la bureaucratie de l'Est, la spécificité des problèmes rencontrés par le capitalisme à tendance bureaucratique et par la bureaucratie, tout cet aspect de la réalité passe pour inintéressant et superficiel sous prétexte qu'il n'a pas d'incidence directe sur la situation du prolétariat des pays modernes, d'une part, et que d'autre part rien de tout cela n'est insurmontable par le capitalisme. Mais il est d'abord évident que chacun de ces faits a une incidence directe ou indirecte sur la situation des travailleurs : licenciements, fermetures d'entreprises, blocage momentané des salaires, hausse du coût de la vie, sont autant de façons pour la classe dirigeante de faire payer aux travailleurs les répercussions sur tel ou tel secteur de l'économie de ses propres difficultés. C'est le rôle d'une organisation révolutionnaire qui entend entrer ou rester en étroit contact avec les travailleurs (à moins que cette idée naïve relève aussi de la mythologie ?) de leur donner les moyens de comprendre ce qui leur arrive. Si on leur dit que ce sont là des "accidents" nécessaires" du système, d'abord on ne leur donne aucune explication concrète de l'accident concret dont ils sont victimes et par conséquent aucun moyen de lutter contre lui, ensuite on leur donne une vision fautive de la réalité, si tant est que la cause des "accidents" dans la nouvelle idéologie est imputable exclusivement à la contradiction "fondamentale", au fait que le comportement réel des exécutants ne coïncide pas avec la prévision qu'en font les dirigeants (voir SB 33, 66-67) : pour ne prendre qu'un exemple proche de nous, il est clair que la crise de la société française lors de la guerre d'Algérie n'avait aucun rapport avec la contradiction "fondamentale" au moins en France, cad concernant le prolétariat du pays développé, et que cet "accident" n'était pas le moins du monde un accident, même nécessaire quant à son existence mais qu'il était (comme la revue et P.O. l'expliquaient alors) l'expression singulière de l'inadéquation des institutions politiques à la réalité économique du pays et la tentative, bourrée de conflits et de confusion, que la bourgeoisie

faisait pour résorber ce problème dans le sens exigé par la dynamique générale du capitalisme moderne.

Mais l'indifférence aux événements sous prétexte qu'ils sont ceux de l'histoire officielle et n'intéressent que la classe dirigeante témoigne d'une erreur plus profonde. La politique du capitalisme aujourd'hui est présentée comme "la logique explicitée de ses nouvelles structures et

des instruments mis en oeuvre pour assurer sa domination sur la société" (SB 32,99). L'hypothèse de base de la nouvelle idéologie est que la classe dirigeante est en possession de ses propres structures d'exploitation et de domination, que la direction de la société est transparente pour elle-même, à l'exclusion bien entendu de son rapport avec les exécutants qu'elle ne peut parvenir à dominer. Cela signifie que la seule objectivité que subisse le dirigeant consiste dans l'opacité que lui oppose l'exécutant, et inversement, et que si l'histoire qu'ils font ensemble et l'un contre l'autre n'appartient à aucun des deux, et donc est en ce sens "objective", c'est exactement de la même manière que le déroulement de la partie d'échecs échappe aux deux adversaires, bien qu'elle ne soit rien de plus que la succession des attaques et, des ripostes aussi conscientes et voulues que possible que chacun d'eux a lancées pour transformer la situation à son avantage (voir SB 33, 75-79).

Il est ainsi admis que le seul obstacle que la classe dirigeante puisse rencontrer dans le maintien de sa domination est la résistance des travailleurs, et même des "gens" en général, à leur condition de simples exécutants. Or s'il n'est pas niable que la classe dirigeante a dans les dernières décennies accumulé les moyens subjectifs et objectifs de maîtriser le problème de la répartition du produit social entre les salaires, les investissements, l'entretien de l'Appareil d'Etat et la consommation des classes privilégiées, il ne s'ensuit pas que la part respectivement attribuée aux différents postes soit exclusivement fonction de la lutte des exploités contre les exploités. La planète n'est pas unifiée sous la domination d'une classe bureaucratique mondiale, seule à seul avec son adversaire de classe, et obsédée seulement par les initiatives de ce dernier - qu'on les conçoive, comme à l'époque "johsonienne", comme contestation prolétarienne permanente ou, comme à l'époque "stonienne" comme aspiration humaniste chronique. Si la classe dirigeante ici ou là ne parvient pas à réaliser la politique d'investissements ou de salaires que la "rationalité" des bureaucrates lui conseille, ce n'est pas parce que "Zeus rend fous ceux qu'il veut perdre", c'est bien sûr parce que la partie ne peut gérer le tout en ses lieu et place, mais la raison est un peu trop philosophique ; c'est parce que cette classe subit en outre, comme autant de contraintes qu'elle ne peut éluder, les contre-coups des antagonismes d'intérêts qui opposent à l'intérieur d'elle-même des secteurs de la bourgeoisie ou de la bureaucratie, et qui l'opposent à telle autre classe dominante. Le problème de la domination mondiale unique n'est pas résolu, il est au contraire présent en filigrane dans toutes les décisions prises par les Etats à l'Ouest et à l'Est, et l'on sait que ceux-ci ne le posent pas et n'entendent pas le résoudre de la même façon; le maintien de la compétition entre les Blocs, sans parler des ruptures secondaires à l'intérieur de chacun d'eux (Etats-Unis, Europe, Russie/Chine), fait obstacle à la réduction des dépenses improductives, notamment militaires, à la planification mondiale de l'économie (bureaucratique ou capitaliste-bureaucratique), donc au contrôle complet des dirigeants sur les structures et les instruments de domination. Il est futile d'enjamber ce problème sous prétexte que rien ne s'oppose à cette unification sauf la lutte révolutionnaire. Car : 1° ce problème existe présentement, avec mille

incidences sur la condition des dits travailleurs, et requiert d'une organisation révolutionnaire qu'elle aide les travailleurs à s'orienter par rapport à lui; 2) la Tendance n'a démontré nulle part que ce problème était soluble sans guerre: a-t-elle connaissance d'une autre solution, ou bien la guerre n'est-elle qu'un accident qui laissera inchangée la position du problème du socialisme ?

Il ne s'agit pas d'échafauder la dynamique détaillée de l'histoire à venir, mais d'élaborer correctement le problème de l'unification mondiale, de sa possibilité ou de son impossibilité dans le cadre du système capitaliste-bureaucratique; ce problème n'est pas un problème de spécialiste, c'est celui que se posent tous "les gens".

4.- Evaporation de la classe dirigeante dans les "nouvelles couches"

Mais la déréalisation de la classe dirigeante prend, dans la Plateforme de la Tendance, un autre aspect pas moins inquiétant. "La société s'est transformée (...) en pyramide, ou plutôt en un ensemble complexe de pyramides, au fur et à mesure qu'elle se bureaucratise, et ce en accord avec la logique profonde de la bureaucratization" (PF 16); "les concepts de dirigeants et d'exécutants (...) restent valables pour éclairer la situation du capitalisme contemporain, mais on ne peut les appliquer de façon mécanique; concrètement ils ne s'appliquent dans leur pureté qu'aux deux extrémités de la pyramide et laissent donc en dehors toutes les couches intermédiaires, c'est-à-dire presque la moitié de la population, qui ont des tâches à la fois d'exécution (à l'égard des supérieurs) et de direction (vers le "bas")" (PF 19; souligné par nous).

Si l'on a l'intention de prendre un cliché psycho-sociologique de la hiérarchie des "statuts" dans la société moderne, il n'y a rien à redire à cette représentation pyramidale. On peut toujours décrire une société comme un système de "statuts". Le contenu d'un statut est l'ensemble des rôles que doit jouer celui qui l'occupe par rapport aux autres individus, notamment: supérieurs, pairs, subordonnés. Dans le travail moderne, la plupart des individus occupent un statut intermédiaire: ils ont des supérieurs, mais il y a aussi des travailleurs qui leur sont, sinon subordonnés, du moins formellement inférieurs (manuels, horaires, manoeuvres, étrangers, femmes, apprentis, "nouveaux"). Un statut intermédiaire est contradictoire: un individu ne peut pas jouer en même temps son rôle de subordonné et son rôle de supérieur, de même que Rodrigue ne peut pas être à la fois le fils de son père et l'amant de Chimène. Le conflit peut résulter d'une contradiction entre le rôle dans la hiérarchie et le rôle par rapport à la finalité du système, la production: ainsi l'ouvrier est à la fois le subordonné du chef d'atelier et le responsable de l'usinage de telle pièce. Quand les deux rôles sont télescopés dans le même moment, la situation est insoluble. De même pour l'ingénieur: à la fois responsable de la recherche et de la mise au point d'un projet, subordonné à un chef qui fait peser sur son travail des exigences extérieures à celui-ci, et supérieur de ses propres subordonnés sur lesquels il répercute à son tour des contraintes. Ces conflits de rôles peuvent créer une situation de tragédie (quel rôle choisir, dans le cadre du système?) ou une conscience d'absurdité (qu'est-ce que ce système qui oblige à des attitudes incompatibles?) ou encore une névrose ...

Revenons maintenant à nos "couches intermédiaires". Précisément elles sont "peuplées de gens qui combinent une qualification professionnelle (voilà le rôle par rapport à la production) et l'exercice de fonctions de gestion (le rôle du supérieur), et pour une partie desquels le problème de la gestion vue autrement que comme manipulation et comme contrainte (conflit entre les deux rôles) se pose quotidiennement" (PF 19). De ce point de vue "il est faux de présenter la hiérarchie

comme un simple voile mystificateur qui recouvrirait une réalité dans laquelle tous les rôles seraient identiques sauf ceux de la contrainte" (PF 37). Que peuvent signifier ces formules ambiguës sinon que les cadres jouent un rôle positif dans la production et que leur expérience sociale n'est pas essentiellement différente de celle des travailleurs...Ce qui permet de conclure que "la grande majorité des individus, quelles que soient leur qualification ou leur rémunération, sont intégrés dans l'organisation bureaucratique de la production, éprouvent l'aliénation dans le travail et l'absurdité du système et tendent à se révolter contre celui-ci" (PF 43). Il est alors légitime et même indispensable d'orienter la propagande révolutionnaire en direction de ces couches.

On comprend mieux à présent pourquoi le "problème économique strict", celui de la rémunération, a été éliminé comme inessentiel, pourquoi la réification elle-même a cessé d'être corrélative à l'exploitation pour devenir l'expression d'un "projet" capitaliste. Il faut bien que gagner 50.000 ou 300.000 fr par mois soit devenu sans importance et que "les gens" soient las du niveau de vie, il faut bien que le projet du capitalisme ne soit pas d'exploiter la force de travail, mais de transformer aveuglément en choses tous les hommes, quelle que soit leur activité, pour que l'orientation en direction des nouvelles couches puisse encore passer pour révolutionnaire. Mais il faut encore une dégénérescence méthodologique consternante qui permette de réduire les conflits latents qui opposent les classes de façon structurale aux conflits individuels et inter-individuels entre statuts sociaux, le problème de la société au problème de l'individu dans la société, la question des rapports de production à la question des rapports dans le travail. Personne ne nie qu'un ingénieur fasse autre chose qu'opprimer des ouvriers, ni qu'il rencontre dans l'exercice de sa profession des obstacles qui résultent de la rigidité de la hiérarchie. Mais aucun des sociologues ou des psycho-sociologues qui ont utilisé le concept de statut n'a osé affirmer que l'expérience sociale de l'ingénieur est essentiellement la même que celle d'un ouvrier ou d'un petit employé. Aucun n'a prétendu déceler la contradiction "fondamentale" ni la dynamique révolutionnaire de la société en décrivant celle-ci en termes de statuts et de rôles. Tout sociologues bourgeois qu'ils sont, ils ont plus de respect pour la réalité et plus de lucidité quant aux limites de leur méthode, que n'en témoignent les fantaisies "théoriques" que la Tendence veut faire passer pour de la recherche.

Quoi que l'idée qu'elle a d'elle-même la porte à se voir pillée partout, il n'est pas nécessaire de s'inspirer de l'idéologie "nouvelle" pour enregistrer les transformations profondes des données techniques, économiques, sociales, politiques, idéologiques depuis vingt-cinq ans. Pour le point qui nous intéresse ici, que devons-nous en retenir ?

a) L'essor des techniques et la concentration capitaliste ont transformé la structure de la classe dirigeante ; à la bourgeoisie traditionnelle, dont la mentalité est en train de subir une véritable transformation, s'est associée une nouvelle couche de bureaucrates gérant l'Etat, la production, la distribution et certaines activités non-productives ; cette couche est organisée hiérarchiquement, elle est formellement salariée ; elle assume des fonctions gestionnaires par rapport au travail et au personnel, c'est-à-dire possède à la fois compétence technique et fonctions de commandement et de répression. Sa fusion avec la bourgeoisie propriétaire s'effectue objectivement sous forme de "hauts salaires" ou de participations au capital, subjectivement par son idéologie. Les antagonismes qui peuvent se manifester entre les cadres comme couche distincte et la bourgeoisie, ne signifient pas que les premiers seront jamais portés à contester l'organisation capitaliste de la société ; au contraire, ils y adhèrent beaucoup plus complètement que ne pouvaient le faire les anciennes

classes moyennes : les sommets de la hiérarchie participent aux décisions fondamentales; les cadres moyens sont pénétrés de l'idéologie de leur responsabilité technique, économique, sociale, et ils sont imprégnés par la volonté de promotion; les cadres inférieurs - qu'il ne faut pas confondre avec les techniciens prolétariés - sont ceux dont les rapports avec les exécutants sont les plus étroits et les plus tendus, mais en période "normale" leur maintien en place dépend de leur "autorité", c'est-à-dire de leur capacité de faire accepter l'organisation du travail par les travailleurs (pour nous en tenir à la production). Quant aux conflits intérieurs à la hiérarchie elle-même, ils sont spécifiques de la bureaucratie : inertie du système, blocage des informations et des ordres, lutte de cliques pour le pouvoir. Ce qui reste vrai, c'est seulement qu'au cas où une lutte ouverte des travailleurs viendrait à ébranler sérieusement le système, une partie des cadres aurait tendance à se rallier au plus fort.

b) L'élévation de la productivité dans les secteurs agricole et industriel, l'accroissement de la demande en "services", engendrent un développement important du secteur dit "tertiaire" et la réduction des "ouvriers manuels" relativement à l'ensemble de la population active.

Il faut néanmoins se garder d'extrapoler cette tendance : l'élévation de la productivité dans le secteur dit "secondaire" soulève des problèmes (emploi, rentabilité des investissements, écoulement des produits); en revanche, la rationalisation commence seulement à être introduite à une grande échelle dans les "services" et sa généralisation peut limiter à la longue l'offre d'emploi dans ce secteur.

Mais surtout la croissance du "tertiaire" ne doit pas être confondue avec la multiplication des "nouvelles couches", même si les deux phénomènes sont corrélatifs. Non seulement certains travailleurs comptés dans les services sont purement et simplement des ouvriers (transports de toutes sortes, par exemple), mais la croissance des unités de production, la mécanisation, la rationalisation du travail tendent à imposer aux employés des conditions de travail comparables, toutes choses égales d'ailleurs, à celles qui règnent dans les ateliers. Pour les dactylos et mécanographes des services postaux, bancaires ou commerciaux, pour les caissières des grands magasins, pour les standardistes, etc., la réification n'a pas moins de consistance et pas d'autre motif que pour un OS. La hiérarchie dans les bureaux n'a pas une autre essence que celle de l'usine, même si ses modalités sont autres. La promotion, pour autant qu'elle est subordonnée non seulement à une souplesse particulière de l'échine, mais à l'acquisition de connaissances nouvelles, n'est ouverte, ici comme là, qu'à une minorité insignifiante de travailleurs. Nous n'avons pas à faire la critique de la promotion en montrant que le nouveau promu aura un métier aussi inintéressant qu'avant (voir PF 37), ce qui est faux, mais en disant que "le besoin des gens de trouver un intérêt dans le travail" (ibid) ne peut être satisfait que collectivement et que s'il l'est pour quelques individus, c'est pour autant qu'ils sont bel et bien "passés de l'autre côté de la barrière de classe" (ibid), contrairement à ce que dit la Tendance.

Le capitalisme moderne n'a nullement dilué ou supprimé le prolétariat, si l'on comprend par ce concept non une catégorie socio-professionnelle ("les ouvriers manuels" ou "les ouvriers payés à l'heure", dit la Plateforme, 16), ni même une catégorie sociologique, mais cette fraction de la société qui subit l'exploitation économique que, la réification dans le travail et l'aliénation au dehors, et n'existe pour elle-même (et accessoirement pour les sociologues médusés) que quand la dynamique de sa lutte la conduit à s'attaquer à toutes les formes de la domination et par conséquent à contester l'organisation capitaliste. Les nouvelles couches ne sont pas le nouveau prolétariat. Mais si l'on désigne par ce terme l'ensemble des emplois nouveaux créés

à la fois par l'essor de la technique et de la rationalisation et par l'augmentation du "tertiaire", elles sont elles-mêmes divisées en dirigeants organisés hiérarchiquement (mais tout le monde ne dirige pas au sein de la classe dirigeante !) et en exécutants. La classe dirigeante n'est pas réduite à quelques capitalistes et bureaucrates ("la petite minorité" dit la Plateforme) surplombant une pyramide que secoue de haut en bas la même contradiction "fondamentale" ; la classe dirigeante est l'organisation hiérarchique elle-même qui vit de l'exploitation en même temps qu'elle remplit la fonction fondamentale de répartition du produit social. "La bureaucratie n'est pas qu'un appareil chargé de transmettre et d'exécuter; elle est aussi l'ensemble des gens qui peuplent cet appareil, qui ont des intérêts communs et une fonction commune (...) (Les travailleurs) ne perçoivent pas l'organisme bureaucratique auquel ils font face immédiatement, incarné dans les cadres subalternes et supérieurs par exemple, comme un simple "organisme de transmission et d'exécution" qui serait neutre ; ils identifient ces cadres avec leur exploitation, parce que ces cadres ont commencé par s'identifier eux-mêmes à l'exploitation(...)" (Delvaux(Barjot), SB 27, pp 46-47 et 45; souligné par nous). On ne saurait mieux dire.

II.- L'EXISTENTIALISME

Dans la "nouvelle" idéologie, le capitalisme manque de réalité et il manque la réalité. Il manque de réalité : l'exploitation n'est plus le motif de la réification, les dirigeants sont possédés par un projet maniaque de transformer les hommes en choses, le problème économique perd de son importance, les "frontières de classe" ne sont pratiquement plus réparables et se déterminent dans la pratique par le choix que font les individus d'accepter ou de refuser le système, le "prolétariat" lui-même, principal personnage de la société capitaliste (et accessoirement "seule classe révolutionnaire", comme disait Cardan naguère, SB 33, 77), est devenu "un terme que personne n'utilise en dehors des sectes d'extrême-gauche" (PF 28) - tandis qu'il était sur toutes les lèvres avant la guerre... Mais le capitalisme manque la réalité elle-même, car le projet de réification généralisée est un perpétuel échec, nous dit-on (voir SB 33, 60 sq), puisque les gens ne sont pas des choses. C'est même du fait qu'ils ne sont pas des choses que le capitalisme tire son peu de réalité : si les travailleurs étaient de simples exécutants sans initiative, le capitalisme resterait irréel, et s'il est réel, c'est que les travailleurs le font fonctionner en dépit de lui-même, sous et contre l'organisation qu'il leur impose.

5.- Première version : le prolétariat comme "contestation permanente"

Quelle est donc cette réalité que le capitalisme prétend ignorer et dont il se nourrit ? C'est la capacité d'initiative ou créativité. Celle-ci a d'abord été théorisée (voir SB 17) comme donnant au socialisme son contenu essentiel : la domination complète et permanente par les hommes de leur activité, par conséquent la gestion de toute la société par toute la société. Le problème de la possibilité du socialisme, si on veut la définir positivement, est le problème de la capacité gestionnaire du prolétariat. Or la bureaucratisation signifie que les travailleurs sont de plus en plus réifiés, c'est-à-dire privés de toute activité gestionnaire. Ici Cardan (SB 31-33) croit faire voler en éclats cette représentation mécaniste de la société capitaliste moderne conçue comme pure barbarie en montrant que la bureaucratisation a un autre sens, contradictoirement lié au premier, qui est précisément de susciter des initiatives de la part des exécutants. S'appuyant sur le fait que dans la production les travailleurs inventent des procédés, s'arrangent entre eux, se conduisent de façon informelle (= non reconnue par l'organisation officielle de l'entreprise) et posant que ces initiatives se développent en fonction directe de la bureaucratisation, il conclut à la fois que les germes de la gestion ouvrière socialiste sont contenus dans l'entreprise "réelle" et que la bureaucratisation, en plaçant les travailleurs devant des situations impossibles, les oblige à inventer des solutions, donc accroît contradictoirement leur créativité et leur capacité gestionnaire.

Sans aller plus loin, en restant sur le plan des rapports dans la production, cette caractérisation de la créativité comme capacité gestionnaire en puissance doit être corrigée. Si le travailleur doit manifester des initiatives, c'est pour réaliser les temps ou les normes, et s'il doit réaliser les temps ou les normes, c'est pour faire sa paye, pour ne pas être licencié, ou rétrogradé, pour tenir le coup. Ces initiatives ne sont pas l'expression d'un projet socialiste, qui n'existe pas et ne peut pas exister comme tel chez les travailleurs. Elles sont les réponses que ceux-ci donnent à une situation dont le caractère contradictoire n'est pas tout entier contenu dans l'atelier : d'une part il faut conserver et améliorer le salaire et l'emploi, parce qu'ils sont la condition de la vie ; la participation du salarié à l'exécution des tâches est pour l'essentiel motivée par le chantage à la rémunération, non par la nécessité de faire fonctionner le système ; tous les procédés inventés par les dirigeants depuis des décades pour solliciter cette participation ne sont

rien auprès du simple chantage au niveau de vie ; mais d'autre part les conditions de travail auxquelles les travailleurs sont soumis sont intolérables, suscitent l'écœurement, la révolte. Inventer des trucs pour tricher avec ces conditions de travail sans perdre leur place, c'est à quoi sert toute la créativité des travailleurs en période normale. Elle n'a aucun contenu de contestation du capitalisme, elle produit un compromis entre l'acceptation du système et son rejet. Le philosophe peut bien découvrir à l'occasion qu'elle fait la preuve que les hommes ne sont pas des choses et que ce fait "conteste" la représentation que les dirigeants ont de la société ; cette "contestation" restera dans la tête du philosophe, et l'on peut parier que sa "découverte" ne plongera pas les dirigeants dans l'anxiété ni les travailleurs dans l'enthousiasme, car les uns et les autres prennent la créativité telle qu'elle se manifeste sur le lieu de travail pour ce qu'elle est, la goutte d'huile dans les rouages qui "arrange" tout le monde : les premiers parce qu'elle aide leur système à fonctionner et les seconds parce qu'elle leur permet de se débrouiller tant bien que mal.

Les initiatives que prennent les travailleurs en vue de sauvegarder leurs intérêts sont l'expression la plus élémentaire de la lutte des classes et sa réalité continuelle. On tombe dans la mythologie quand on parle de "la contestation permanente par la lutte de classes" du "rapport capitaliste fondamental" (SB 33, 66, souligné par nous). Même quand la lutte de classe est collective, organisée, élargie à l'échelle d'une branche, d'une profession, d'une région, elle conteste rarement le rapport capitaliste, c'est-à-dire l'ensemble des formes de domination qui pèsent sur les travailleurs. C'est seulement lorsque la classe dirigeante ne parvient pas à assurer le fonctionnement de son système, pour telle raison et dans tel secteur, et qu'elle cherche remède à la crise en intensifiant la guerre qu'elle mène contre les travailleurs, que la riposte de ceux-ci et la dynamique du conflit peuvent les conduire à étendre leur lutte aux dimensions de la crise et de la domination de la classe dirigeante. On peut alors parler d'une contestation du capitalisme, de sa critique pratique par la lutte de classes. Mais les initiatives, les germes de socialisation qui apparaissent dans la vie quotidienne de l'atelier ou du bureau sont des signes surtout négatifs : ils signifient que les conditions de l'exploitation sont en contradiction non seulement avec un travail significatif du point de vue de ceux qui travaillent, mais même avec le modèle capitaliste de la production, qui requiert la productivité maximum ; et que l'impossibilité de fonctionner qui résulte de cette contradiction est surmontée heure après heure par les travailleurs. Qu'est-ce qu'on a démontré ? Que la créativité du travailleur fait fonctionner le système parce que celui-ci l'y contraint.

Qu'est-ce qu'on voulait démontrer ? Le contraire : que cette créativité contient une contestation du système, le projet socialiste en germe. La confusion de la capacité gestionnaire qui est le contenu du socialisme et des initiatives "gestionnaires" au sein de l'atelier ou du bureau capitalistes conduit à une représentation profondément erronée du prolétariat comme classe constamment agressive, alors que c'est le contraire qui est vrai : le prolétariat subit de la classe dirigeante une agression permanente ; depuis l'organisation du travail jusqu'à la vision du monde qui lui est offerte par la culture capitaliste, il est l'objet d'une contestation systématique qui vise à lui interdire de ramasser son expérience et de la transformer en conscience et en activité.

Quant à sa capacité gestionnaire, c'est-à-dire à la condition positive du socialisme, elle ne fait pas problème en tant que capacité humaine de participer collectivement à l'organisation de la production et de la société et d'inventer des

solutions aux problèmes que la société socialiste rencontrera. Cette puissance-là se développe contradictoirement en même temps que l'acquisition des techniques, la diffusion de la culture, les besoins de toutes sortes ; c'est le capitalisme lui-même qui réa.lise ce développement et produit toujours ses propres fossoyeurs, en même temps qu'il impose une technologie, un contenu de la culture et des besoins profondément aliénateurs-aliénés. Mais le problème de la capacité gestionnaire du prolétariat est celui de démystifier l'héritage capitaliste qui pèse sur lui, c'est-à-dire celui de sa conscience politique, sociale, idéologique, essentiellement de la compréhension par les travailleurs du fait qu'ils ne doivent laisser à personne - techniciens, bureaucrates des partis ou des syndicats - le soin de décider à leur place ce qui doit être fait par rapport à la production et à la répartition du produit, par rapport à toute la vie sociale. Cette conscience apparaît et s'élève dans la période révolutionnaire, puisqu'alors les travailleurs gèrent effectivement leur offensive contre la classe dirigeante ; mais elle ne peut être maintenue après la prise du pouvoir que si une avant-garde organisée poursuit la dénonciation de toutes les formes de l'héritage capitaliste déposé dans les habitudes de comportement et de pensée des travailleurs.

En définitive, ce n'est pas l'existence de la créativité qui est la réponse au problème du socialisme, c'est son plein affranchissement. Or, celui-ci constitue la question politique révolutionnaire au meilleur sens du mot.

6.- Deuxième version : "l'effort des hommes pour vivre leur vie"

Mais la critique de l'équation "organisation informelle des travailleurs = projet socialiste" paraît aujourd'hui inutile puisque la Tendance semble l'avoir abandonnée. Ne contre-signe-t-elle pas le "Rapport" de Ria Stone où il est dit : "Nous avons eu tendance à penser que la lutte de n'importe quel groupe de travailleurs au sein de la production contenait en elle-même tous les éléments de la révolution. Encore une fois nous avons refusé de passer du domaine de l'essence à celui de la réalité" (RS 17) ? Et ceci qui opère un véritable retournement par rapport aux positions antérieures : "Parce que la vie des travailleurs à l'usine, contrairement à celle de toute autre catégorie sociale, est si intimement liée au syndicat en tant que partie intégrante de la structure sociale du capitalisme, et parce que la bourgeoisie s'est employée consciencieusement à l'apaisement et à la corruption des travailleurs, les travailleurs en tant que classe sociale sont moins libres d'agir que n'importe quelle autre catégorie sociale. Leur activité en tant que classe dépend encore davantage que celle de toute autre classe d'un bouleversement révolutionnaire total" (RS 8). Ce retournement trouve sa formule un peu plus loin : "Notre tâche est d'intégrer la lutte des travailleurs dans la lutte sociale dans son ensemble, de montrer qu'elle fait corps avec cette lutte sociale totale (...). C'est en tant que citoyen des Etats Unis et du monde moderne que le travailleur sent sa dégradation le plus intensément, de même que c'est en tant que citoyen des Etats Unis et du monde moderne que le noir sent la sienne. Ce dont il est question ici, c'est d'une loyauté envers soi-même en tant que partie de l'humanité et non simplement en tant qu'ouvrier ou membre d'une classe sociale (...). C'est ce qu'on entend par "conscience socialiste" plutôt que "conscience de classe" (RS, souligné par nous).

La Plateforme de la Tendance est à peine moins nette que le "Rapport" de Ria Stone à cet égard : "L'effort permanent des hommes de vivre leur vie en lui donnant un sens dans une phase où rien n'est plus certain et où en tout cas rien venant de l'extérieur n'est accepté comme tel, effort dans lequel tend à se réaliser, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'aspiration des hommes vers l'auto-

nomie et qui est, de ce fait, tout aussi important pour la préparation de la révolution socialiste que le sont les manifestations analogues dans le domaine de la production" (PF 21). Ou encore : "Les hommes manifestent leur tendance vers l'autonomie, mais en même temps tendent à incarner cette autonomie dans leur comportement et dans leurs rapports avec les autres, qui sont de plus en plus réglés sur l'idée qu'un rapport entre être humains ne peut être fondé que sur la reconnaissance par chacun de la liberté et de la responsabilité de l'autre dans la conduite de sa vie(...)
cette tendance est tout aussi importante comme indice révolutionnaire que la tendance des ouvriers à combattre la gestion bureaucratique de l'entreprise" (PF 23, voir aussi PF 34; souligné par nous).

Nous disons : les travailleurs en tant qu'objet de l'exploitation et de l'oppression et que sujet collectif potentiel de la production placé au coeur du système capitaliste, sont pour ces raisons seuls capables de le détruire et de construire le socialisme. Cette idée, qui n'est pas une "idée", mais le sens des petites et des grandes luttes des travailleurs pendant plus d'un siècle, est aujourd'hui "dépassée" par la Tendance. Ce qui au mieux reste du prolétariat dans cette idéologie, ce n'est nullement son exploitation comme salarié, son oppression comme producteur, l'une et l'autre reliées à son aliénation comme consommateur, etc., c'est sa "créativité". Mais cette créativité ne lui est plus propre; toutes les belles raisons qu'on a pu donner naguère de son caractère spécifiquement prolétarien se sont évanouies; cette créativité tend à se manifester dans toutes les couches sociales, pour toutes les activités. Ainsi la première équation "initiatives des travailleurs = projet révolutionnaire" est abandonnée (avec chez Ria Stone une certaine conscience de sa fausseté, qui n'ose pas s'affirmer dans la Plateforme), mais au profit d'une deuxième équation : "initiatives des gens = projet révolutionnaire", qui est encore plus fautive, si l'on peut dire. On la justifie en disant que la crise des institutions, des valeurs qui résulte de la bureaucratisation généralisée suscite une tendance généralisée à l'autonomie.

Maie d'abord, on l'a dit, la bureaucratisation des activités non productives n'est pas la réification. Les travailleurs sont contraints de résister à leur situation en prenant des initiatives parce qu'ils sont coincés entre la nécessité de travailler et l'impossibilité de le faire dans les conditions imposées par la classe dirigeante. Les luttes revendicatives émanent pareillement de la situation d'exploitation et vont dans le même sens : desserrer son étreinte. Mais la crise qui atteint les activités non-productives ne place pas le citoyen, le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur, le propriétaire de l'automobile, le mari ou la mère dans l'alternative de faire ce qu'on exige d'eux (quici, au juste ?) ou de perdre leur place (c'est-à-dire justement tout ce qu'ils sont en dehors de la production).

Il y a sans doute un appel d'initiatives beaucoup plus sensible dans la société moderne que naguère, mais il vient beaucoup plus de l'accélération de son devenir, que de la bureaucratisation elle-même; les bouleversements que nous connaissons, et qui secouent particulièrement une société comme la société française, créent une sorte de vide d'institutions et de valeurs, dans lequel peuvent naître la question du sens de ce qu'en fait et de ce qu'il y a à faire, une anxiété propre à une société sans traditions et où chacun doit conquérir sa place. Il ne faut certainement pas sous-estimer l'importance du nouveau climat historique; il est un facteur d'affranchissement par rapport au modèle traditionnel de l'homme, forgé dès l'enfance par l'éducation autoritaire qui le préparait à accepter plus tard sa subordination dans la production et dans la société. Mais c'est travestir complètement la réalité

et recommencer à l'échelle de la société l'erreur déjà faite à celle de l'atelier, que de caractériser cette crise et les initiatives qu'elle peut susciter comme l'élément essentiel de la perspective révolutionnaire.

Le capitalisme ne peut pas fonctionner s'il n'y a pas du travail exploité, et il n'y a pas d'exploitation du travail sans réification et aliénation du travailleur. Mais le capitalisme peut fonctionner en transformant ses institutions, et il doit même transformer ses institutions pour pouvoir fonctionner. La famille patriarcale, la répression de la sexualité avant le mariage, la ségrégation des noirs, l'éducation autoritaire - rien de cela ne lui est essentiel. Au contraire, c'est là l'héritage de la société précapitaliste. Ce à quoi nous assistons, ce n'est pas à la subversion du capitalisme par "les gens" acharnés à trouver un sens à leur vie, c'est au bouleversement par le capitalisme lui-même des institutions, de la culture traditionnelles dont les anciennes classes avaient besoin pour stabiliser leur domination.

Les initiatives que ce bouleversement peut faire surgir n'ont pas en soi une signification révolutionnaire. Elles peuvent aider le capitalisme à surmonter les problèmes créés par sa crise. Le mouvement de transformation qui anime la société moderne lui permet précisément de capter et de canaliser à son profit la créativité "des gens". C'est seulement dans le travail et dans le rapport travail/salaire (c'est à dire dans le taux d'exploitation) qu'il se montre intraitable : là les apparences de la société de "bien-être" s'effondrent, là la répression violente reste l'argument suprême. Là seulement l'autonomie des travailleurs luttant collectivement contre l'exploitation et toutes les formes de la domination peut prendre valeur de contestation du système et commencer à l'ébranler sérieusement. Pour le reste, l'augmentation du niveau de vie et l'appât de la promotion peuvent tenir lieu de règles de vie.

En mettant en avant la "tendance à l'autonomie" que la crise de la société suscite, la "nouvelle" idéologie fonde la perspective révolutionnaire sur celle d'une prise de conscience de la liberté (ou "créativité") par elle-même : "les gens" vont se révolter pour le sens de la vie. La tâche de l'organisation serait d'organiser cette révolte. Or il se peut bien que l'absence de valeurs et de significations révolte les "gens" ; mais cette révolte ne devient autre chose que des gestes individuels ou des mouvements intégrables à la société capitaliste-bureaucratique que si elle se cristallise autour d'une classe qui s'organise et lutte ouvertement en vue de la prise du pouvoir ; et cette révolte ne peut trouver son sens que dans l'objectif que le prolétariat s'est donné chaque fois qu'il a engagé cette lutte ; le socialisme. Il s'agit d'intégrer la révolte à la lutte de classe. Faire l'inverse, c'est se condamner à décrire l'une après l'autre les formes de "créativité" que l'on peut trouver dans la vie quotidienne, les donner en exemple dans l'espoir que "les hommes" finiront par se débarrasser du mystérieux carcan de l'aliénation et par accéder à une vie authentique ; mais la philosophie, existentialiste particulièrement, remplit déjà fort bien cette fonction mystificatrice.

Naguère on avait introduit le contenu du socialisme à l'intérieur de l'atelier ; aujourd'hui on le glisse à l'intérieur du foyer, et bientôt de la conscience : la liberté est partout. Par rapport à cette réalité authentique, le capitalisme n'est plus qu'une apparence mystifiée. S'occuper de ses problèmes, des antagonismes qui surgissent entre fractions des classes dirigeantes, parler de l'exploitation, parler même du prolétariat et de la bourgeoisie, voir les luttes pour le salaire (qui vont de pair avec celles pour les conditions de travail) autrement que comme des grèves

institutionnalisées - il paraît que tout cela est dépassé ; il faut parler de la crise de la vie, qui est la "vraie" réalité. Nous connaissons ces nouveautés; elles sont vieilles comme la philosophie.

La "nouvelle" idéologie n'est pas la critique révolutionnaire, elle est une Critique de la révolution pure. Elle abandonné le point de vue de la totalité dynamique; elle introduit dans la théorie le germe du dualisme : les processus économiques suivent leur cours d'un côté, de l'autre la crise de la vie va croissant. Dans le ciel du bien-être capitaliste-bureaucratique, il ne se passera jamais plus rien que 3% de mieux-être supplémentaire par an ; mais dans l'enfer de la vie quotidienne, les gens, frustrés des valeurs, en quête du sens, doivent inventer heure par heure leur existence.

Comment les deux plans, celui du système répressif et celui de la créativité peuvent-ils communiquer de façon que celle-ci vienne à bout de celui-là? La version officielle de la "nouvelle" idéologie est que l'ordre bureaucratique ne parvient pas à domestiquer complètement l'existence, qu'il en résulte nécessairement des accidents dans le fonctionnement du système. "Ces deux éléments (la révolte consciente des masses et l'impossibilité provisoire de fonctionnement du système établi) sont nécessaires et suffisants pour fonder une perspective et un projet révolutionnaire" (FF 30). Mais "la révolte des masses" telle que la conçoit la Tendance est une pure utopie et les "crises accidentelles" qu'elle prédit ne sont que les manifestations de "l'irrationalité" du système. Il est clair que la combinaison de ces deux "éléments" n'ouvre aucune espèce de perspective, ni révolutionnaire ni autre, et il faut une dose de suffisance extraordinaire pour se déclarer satisfait d'une telle "théorie".

La version officielle de la "nouvelle" idéologie est proprement kafkaïenne : "la bureaucratisation ne comporte (plus) aucune contradiction intrinsèque dont on pourrait attendre son propre écroulement" (Emp 17); il n'y a personne dans "le ciel" bureaucratique, "le procès" qui fait de tous les gens des accusés, ce sont eux-mêmes qui l'instruisent contre eux-mêmes, "la société bureaucratisée et privatisée est une abstraction qui cache l'existence d'autre chose" (Emp 18), et cet "autre chose" est l'existence elle-même comme liberté pure.

De toute manière, toute tentative pour comprendre la dynamique qui oppose à travers le monde les classes dirigeantes aux travailleurs et pour élaborer une perspective révolutionnaire réelle passe aux yeux de la Tendance pour "vain et mystificateur" (FF 30) : c'est "chercher une déduction de la révolution" (ibid). La Tendance croit même révolutionner la théorie. Pour se mettre à l'unisson du tragique moderne, qu'elle découvre comme celui de la créativité sauvage et du futur vierge, la "nouvelle" idéologie a besoin de briser tout ce qui pourrait entraver sa créativité, déflorer le futur : le marxisme bien sûr, mais plus généralement "un certain type de liaison entre les idées, comme entre les idées et la réalité ou l'action", "la conception d'une théorie (et même d'un système théorique-pratique) fermée" (FF 8), elle revendique "la lucidité et le courage devant l'inconnu de la création perpétuellement renouvelée" (-ibid).

Car "malgré tous ses discours de processus, (Marx ?) comprend l'histoire du monde, non dans son devenir, mais à l'aide de l'illusion du passé dans un système fermé d'où tout devenir est exclu (...) Être un système et être clos se correspondent l'un à l'autre, mais l'existence est justement l'opposé (...) L'existence est elle-même un système - pour Dieu, mais ne peut l'être pour un esprit existant". Qu'en nous pardonne: on ne trouvera pas cela dans la Plateforme de la Tendance. C'est Kierkegaard qui l'écrivait en 1846, contre le vieux Hegel, non contre Marx. Il prétendait bien donner une nouvelle orientation, mais à la philosophie.